

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 127 (1982)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344474>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

La durée d'une guerre lui donne parfois son nom pour l'Histoire: Cent Ans, Trente Ans, Sept Ans, Six Jours... Sans son pourrissement beyrouthin et tout ce qui peut s'ensuivre, la campagne du Liban aurait pu rester la guerre des Trois Mois. Entre le début de juin et le début de septembre, une longue crise s'était en effet déroulée par la force des armes, au-delà de laquelle les questions non encore tranchées pouvaient l'être par une politique intelligente.

Que s'est-il passé? Les Israéliens sont entrés en opérations avec un objectif minimum: assurer «la paix à la Galilée» en rejetant les fedayines au-delà de la portée de leur artillerie et de leurs lance-fusées; un objectif intermédiaire: l'élimination de la puissance militaire de l'OLP, et un objectif final: l'évacuation du Liban par les armées étrangères, c'est-à-dire la syrienne et l'israélienne. Le premier objectif a été atteint aussitôt; le deuxième l'a été, presque complètement, en deux temps: d'abord par la conquête du *Fatahland* et l'effacement de la force syrienne du Liban central, au sud de la route Beyrouth-Damas; ensuite, la pression militaire israélienne étant durement maintenue et resserrée sur les positions de l'OLP à Beyrouth, par l'évacuation, sous contrôle italo-franco-américain, des effectifs combattants syriens et palestiniens de la capitale.

En outre, Israël obtenait d'autres succès d'importance stratégique: la preuve de sa supériorité technique et tactique sur les Syriens était apportée, notamment en ce qui concerne la qualité et l'emploi des chars et de l'aviation; Damas, dès lors, se tenait à carreau et se gardait de s'engager à fond pour secourir Arafat; les autres Etats arabes, à plus forte raison, restaient l'arme au pied; et l'URSS, qui avait pourtant fourni à la Syrie quelques-unes de ses meilleurs armes, ne s'impliquait pas plus avant.

A partir de là, la possibilité existait de rendre au Liban et à son armée la domination entière du territoire national, avec le départ simultané des occupants étrangers, Syriens et Israéliens. Cette chance a été perdue, au moins pour un temps. Les causes de ce capotage sont diverses, et pas toutes établies. Mais il y a des repères:

Le 9 septembre, le sommet arabe de Fès se contente d'être «informé de la décision du gouvernement libanais de mettre fin à la mission de la force arabe de dissuasion», c'est-à-dire à l'occupation syrienne, alors que les Libanais attendaient un appui résolu à cette décision. Le 14, le président élu Béchir Gemayel est assassiné; les Libanais retombent du haut de leur espoir, et Israël se convainc qu'il reste à Beyrouth un noyau dur palestino-terroriste qu'il se juge seul capable de réduire. L'armée israélienne se répand

dans Beyrouth-Ouest pour débusquer les résidus de l'OLP combattante et ramasser ses armements. La raison est valable, mais Jérusalem commet deux erreurs: inférant de l'assassinat de Gemayel que l'armée libanaise est encore incapable de maîtriser la situation à Beyrouth, il s'arroge le droit de «faire le ménage»; et il confie ou laisse à ses auxiliaires libanais le soin de l'investigation dans les camps palestiniens, comme s'il ne savait pas que, au Liban, la vendetta, même en temps de paix, est aveugle et sans pitié. Double faute qui ne pèse pas seulement sur le gouvernement Begin, mais encore sur l'issue espérée du drame libanais. Car, la position et le prestige d'Israël affaiblis, le nouveau président du Liban aura plus de peine à obtenir le départ du «protecteur» syrien.

Tout cela ne décharge pas la communauté internationale de sa responsabilité. En tolérant longuement que la Syrie domine le Liban et que l'OLP fasse de ce pays sa base de départ d'attaque, cette communauté a créé les conditions de la tragédie actuelle.

*
* *
*

A l'exception de la Libye conseillant vainement à Yasser Arafat de s'immoler dans Beyrouth, les Etats arabes se sont donc contentés d'entourer l'OLP de leur commisération. Leur inertie s'explique en partie par la puissance militaire d'Israël et par une répugnance compréhensible à voler au secours de la cause palestinienne sur le

terrain où elle était perdue. Mais la persistance de la guerre irano-irakienne, et la tournure qu'elle a prise depuis la mi-juillet, y sont probablement aussi pour quelque chose. L'opération «Ramadan», lancée par les Iraniens sur le Chatt-el-Arab avec comme objectifs Bassorah et l'étroite fenêtre irakienne sur le golfe Persique, s'est enlisée, l'armée de Khomeiny ne parvenant pas à organiser, à conduire, à exécuter et à exploiter de difficiles manœuvres de franchissement. La menace sur la trachée-artère de l'Irak et sur le Golfe était cependant assez précise pour alarmer les amis arabes de Bagdad et les détenteurs des richesses pétrolières. Et l'inquiétude s'est naturellement, sinon raisonnablement accrue quand, en guise de réponse à la riposte indirecte que l'Irak, grâce à son aviation, faisait habilement porter sur le terminal de Kharg et sur les navires qui s'en approchaient, Téhéran se prétendit en mesure de créer l'insécurité dans le golfe Persique, au point de priver l'Europe de son pétrole. Chantage hasardeux — puisque l'Iran ne pouvait le pousser à son terme sans risquer l'affrontement avec les «chiens de garde» occidentaux du Golfe et sans se voir obligé de solliciter ou d'accepter un contrepoids soviétique —, mais de nature à retenir les Arabes de s'impliquer dans l'affaire libanaise au moment où leurs intérêts, en même temps que l'intégrité du territoire et du régime irakiens, pouvaient être mis directement en question. A quoi il faut

ajouter que la résistance des Afghans, entravant avec efficacité la liberté d'action de l'URSS, contribue à empêcher, ou en tout cas à différer, le puissant coup de pouce dont la République des ayatollahs aurait besoin pour se rendre maîtresse de la région du Golfe. Dans ce secteur, les jeux restent donc ouverts, et l'on peut penser que Moscou et Washington les surveillent avec la même attention et le même embarras.

La circonspection des deux Grands se comprend mieux encore si l'on considère l'environnement du Golfe, c'est-à-dire l'océan Indien et ses abords. Deux péripéties récentes en illustrent l'instabilité. Dans la Corne de l'Afrique, le conflit, sempiternel et confus, entre la Somalie et l'Ethiopie est sorti de l'assoupissement : rébellion suscitée ou épaulée par Addis-Abeba dans les provinces frontalières de la Somalie, réaction de Mogadiscio avec, en arrière-pensée, la « ligne bleue des Vosges » de l'Ogaden, cela peut durer, d'autant plus que l'Ethiopie, pour sa part, n'a pas vidé l'abcès érythréen et connaît, elle aussi, ses insurrections provinciales. Les Etats-Unis ont bénéficié du revirement de la Somalie à l'égard de l'URSS, mais ne veulent pas s'engager trop résolument. L'URSS a misé sur l'Ethiopie, mais ne renonce pas à reprendre l'influence perdue à Mogadiscio, et suppute les conséquences, dans le monde arabe, d'un soutien trop évident à ce que le sommet de Fès a dénoncé comme une agression éthiopienne. Reste que, de l'évolution du

conflit de la Corne de l'Afrique peut dépendre le contrôle de la sortie de la mer Rouge. Ni M. Brejnev ni M. Reagan ne sauraient s'en désintéresser.

Autre évolution : dans l'océan Indien, l'île Maurice change d'orientation politique. C'est un incident. Mais le nouveau régime revendique Diego Garcia, devenue base capitale pour la flotte et l'aviation américaines, ce qui réjouit le cœur des Soviétiques, qui caressent l'idée d'une « zone de paix », version Kremlin, allant de l'Inde à l'Afrique australe. Mais voilà : les obstacles ne sont pas seulement américains, mais encore britanniques, français, sud-africains ; Madagascar est instable, le Mozambique rongé de rébellion. Le terrain n'est sûr pour personne. Et puis, en direction de l'Extrême-Orient, les lignes de communications de la flotte soviétique sont précaires malgré la prise de l'URSS sur le Vietnam. Sur cette route, les attitudes sont conditionnées par l'inquiétude que suscitent les moyens d'expansion de l'URSS : le Japon élargit sa conception de l'auto-défense, Singapour resserre sa collaboration avec la VII^e Flotte américaine pour la garde du détroit de Malacca. En bref, chacun avance ses pions, en veillant à ne pas provoquer la sortie des fous ou des cavaliers de l'adversaire...

*
* *

Le jeu n'est pas moins serré en

Europe, malgré les apparences d'une torpeur estivale. Rien n'est encore sorti de la négociation euronucléaire, et l'on ne s'en étonne pas. Mais, à l'Est, la «normalisation» polonaise, laborieuse sur le plan politique, est telle que les stratèges du Pacte de Varsovie n'ont actuellement rien à craindre pour la sûreté de leurs bases et de leurs communications en Pologne. La «querelle de famille» relative au gazoduc sibérien n'affecte pas fondamentalement la solidarité occidentale, mais elle en illustre les illogismes. Comment les Européens peuvent-ils accepter une dépendance énergétique accrue à l'égard de l'URSS, dans le temps même où celle-ci pompe à son usage exclusif le gaz naturel de l'Afghanistan envahi? Et comment se fait-il que ces

Européens se montrent, sur ce chapitre, si soucieux de leur indépendance à l'égard des Etats-Unis, alors qu'ils se reposent toujours aussi lourdement sur ceux-ci quant au soin de leur propre défense? Le Congrès de Washington s'impatiente une fois de plus de cette situation, et il se pourrait que les forces américaines subissent en Allemagne, à titre d'avertissement, une certaine réduction d'effectifs. Il est vrai que le Pentagone pourrait s'en accommoder en ramenant le «secteur tertiaire» de ses forces armées à un niveau analogue à celui dont se contentent les Soviétiques. La puissance de combat n'y perdrait rien, au contraire.

J.-J. C.

Le Bon Dieu a créé le monde à partir du Néant et cela transparaît toujours un peu.

WILLY RITSCHARD